

L'ESCARGOT DÉCHAÎNÉ

N°16



Bulletin de liaison du Mouvement politique des Objecteurs de Croissance

Septembre-Octobre 2013- A mettre entre toutes les mains!

Recherchons : poètes

J'ai relu il y a peu le texte de l'Internationale. Ce qui m'a le plus frappé n'est pas, bien que cela soit pourtant le cas, qu'il est toujours d'actualité. Ce qui m'a le plus frappé, c'est que c'est un beau texte. Un texte rempli d'espoir, un texte capable en quelques paragraphes de donner une direction où aller en chantant.

Nous pensons souvent que nous manquons de connaissances, de spécialistes sur divers sujets aussi variés que le nucléaire, l'économie ou la sociologie pour que nos Mouvements aient une finesse d'analyse similaire à celle que déploieraient les partis politiques. C'est possible, mais ce ne sont pas les spécialistes qui donnent du sens aux choses que nous vivons. Un économiste pourtant proche des idées m'a récemment expliqué, par exemple, que les donneries pouvaient être rationalisées afin de supprimer tout gaspillage. Allons-nous vers une décroissance qui compte chaque sous, une décroissance radine, une décroissance du contrôle, une décroissance sans joie et sans jours de fête car il faut être efficace et compter ? Allons-nous vers une décroissance de spécialistes, une décroissance qui nous dise à coup sûr ce que nous devons faire et ce que nous ne devons pas faire ? Une décroissance qui sache mieux que notre cœur ce qu'il faut que nous fassions ?

Nous avons certes besoin de spécialistes, d'économistes et de physiciens. Mais nous avons aussi besoin de personnes capables de faire de la décroissance un chemin sur lequel on ait envie de s'engager. Nous avons besoin, dans ces temps de plus en plus sombres, de personnes qui égaient la nuit avec des lanternes, qui éclairent le chemin avec des étoiles, qui, aussi faibles soient-elles, rappellent que l'heure la plus sombre de la nuit est celle qui précède l'aube.

Nous avons besoin de poètes qui chantent le présent et l'avenir. Qui nous disent avec des images de poètes de nous mettre debout, de nous réveiller, de marcher. Je dis souvent que nous savons qu'il n'y aura pas de grands soirs et de lendemains qui chantent. Mais nous avons besoin de poètes pour célébrer nos petits soirs, et toutes les petites chansons du quotidien : ce qui

pousse au potager, la main qui donne, le repas pris en commun, la beauté des feuillages en ce mois d'octobre. Nous avons aussi besoin de mots forts pour dire ce qui nous opprime et pour chanter que nous voulons être libérés.

Nous avons besoin de poètes parce que ce sont eux qui vont réinventer les mots de l'émancipation. Quand Etienne de Callataÿ affirme haut et fort dans LLB du 26 et 27 octobre qu'il faut d'une certaine manière sanctionner ceux qui n'ont pas choisi une formation qui permette de les employer de suite, c'est un peu cela qu'il dit : attention, un homme ou une femme de lettre, un philosophe, un artiste, un théologien, un graphiste... cela ne sert à rien, c'est subversif. Je ne peux que lui donner raison sur ce point : ces personnes sont dangereuses pour le Capitalisme, et c'est tant mieux ! Sortons de cet utilitarisme, et inventons les mots qui sortent du système, inventons les paroles de la Décroissance heureuse.

En espérant que dans 150 ans, ces paroles inspirent à nos descendants de nouveaux chants de libération et de force.

Marie-Eve Lapy-Tries

La citation du mois

« C'est le goût de la croissance qu'il faut dénoncer. En un siècle, 3% de croissance revient à multiplier par cent nos dépenses. C'est intenable. La croissance est une drogue et, comme elle, elle fait du bien dans les premiers instants mais tue à terme [...] Mon constat est que pour la première fois, l'homme est face à un changement si radical qu'il ne le voit pas. Nous sommes enfoncés à fond dans une impasse. Il faut faire marche arrière. Le règne du capitalisme est une impasse à lui seul, à cause de la finitude des moyens de la planète. Il faut changer de conception mais les gens sont si déboussolés qu'il faut les aider »

Albert Jacquard, cité dans LLB 13 septembre 2013

La simplicité volontaire : une réponse à l'austérité ?

Certains décroissants se réfèrent souvent à la simplicité volontaire et affirment qu'elle est le lien qui construit la cohérence dans la réflexion des décroissants. Pour en savoir plus, nous nous sommes documentés sur cette démarche notamment en consultant le document des Amis de la Terre en ligne sur Internet.

Bien entendu, nous ne pouvons qu'être d'accord avec l'essentiel de leurs propositions qui sont les mêmes que celles pour lesquelles nous nous battons.

Néanmoins, partisans d'une écologie critique envers le système capitaliste, nous pensons que celui-ci est responsable de la dégradation de l'environnement, de l'accroissement de la pauvreté, du consumérisme en formatant les gens via la publicité, les médias, l'école et les politiques. Malheureusement cette analyse est rarement évoquée par les simplicitaires.

Nous craignons que le manque d'engagement politique, l'absence d'une critique claire de notre système économique capitaliste soient récupérés par les politiques d'austérité imposées par nos gouvernements. Nous pensons qu'il faut s'impliquer non seulement individuellement mais aussi politiquement et socialement.

Nous avons aussi le sentiment que pour les précarisés et les pauvres, la notion de simplicité volontaire et de décroissance n'est évidente, ni recevable et nous craignons que ce discours souvent ressenti comme élitiste abandonne les marginalisés en prétendant sauver le bien-être général. Ce raisonnement est peut-être dû à la composition sociologique de ce mouvement c'est-à-dire essentiellement des personnes de la classe moyenne « aisées » et « cultivées » qui n'ont jamais connu la pauvreté et la voient de l'extérieur et parfois même l'idéalisent.

Certes, il y a urgence écologique mais ce n'est pas l'urgence des pays pauvres ni des précarisés chez nous. Leur priorité, c'est l'urgence de la vie et de la survie au quotidien.

Pour illustrer cette incompréhension, la simplicité volontaire propose par exemple de ralentir, de travailler moins, des horaires allégés, des postes moins stressants, des emplois à haute valeur humaine !!! et vante même les bienfaits de la sieste. Comme si les travailleurs précarisés avaient le choix !

Dans le document des Amis de la Terre, certaines phrases nous ont particulièrement interpellés :

...Il ne s'agit ni de condamner les personnes qui ont un haut niveau de vie ni de sanctifier celles et ceux qui subissent une situation de pauvreté. La Simplicité volontaire s'enrichit plutôt d'un dialogue entre ces catégories.

...La recherche de nouveaux modes de pensée...n'aura de sens que si elle est basée sur une exploration lucide des richesses et des expériences propres aux pauvres. A ce titre, il est important de souhaiter avec Gandhi que les pauvres soient laissés tranquilles. Mais un tel souhait ne peut avoir de sens pour eux qui si les amis des pauvres sont également prêts à se mettre à leur école, ce qui implique toutes les transformations intérieures nécessaires au choix personnel de la simplicité et de la pauvreté dans l'âme »

Faut-il en conclure qu'il ne faut pas combattre la pauvreté et se contenter de tirer profit des expériences propres aux pauvres et privilégier un dialogue entre les pauvres et les riches ? Au slogan « Comment être avec autant d'avoir(s) ? nous répondons « Comment être avec si peu d'avoir(s) ?

Cette démarche qui nous semble individualiste, apolitique, parfois fataliste peut être hélas utilisée par notre système capitaliste productiviste. D'ailleurs certaines initiatives sont déjà récupérées. Par exemple, comme on l'a vu dans le film projeté à Barricade sur l'expérience à Totness, les villes en transition sont soutenues et même encouragées par les politiques néolibérales et réformistes.

Nous avons (re)visionné le film de présentation « Transition Town » de Ville en Transition.

Il a certes des qualités indéniables mais est parfaitement représentatif des craintes et de nos réserves préalablement citées.

On y voit des députés et élus dont Ed. Miliband (vanter cette expérience apolitique. Aujourd'hui Miliband et Cameron, jadis Blair et Thatcher, n'ont cessé de s'attaquer à l'Etat providence de la vieille Europe et imposent l'austérité pour sauver le système financier à l'agonie. A l'heure où l'Europe organise la mutualisation de la dette des spéculateurs sur le dos des citoyens via le traité d'austérité TSCG, le soutien des élus britanniques et le relai médiatique via le film « Ville en transition » nous interpellent.

Pour nous la solution n'est pas seulement de changer individuellement, de remettre en cause son capitalisme intérieur mais aussi, en même temps, d'analyser et de combattre politiquement ce système pervers.

Bien entendu, nous le répétons, nous sommes d'accord avec l'essentiel des propositions des

simplicitaires mais nous craignons que, à cause du manque d'analyse et d'engagement politique, ce mouvement soit récupéré par notre système capitaliste notamment via l'amalgame entre sobriété et austérité.

Quoi qu'il en soit, nous espérons que notre critique sera reçue comme positive (pas de débat, pas de progrès !)

Joseph Krawczyk et Gui Englebert

Le film Transition town est disponible sur le site www.ecoattitude.org/accueil/node/572
Miliband : voir sa biographie sur wikipedia

Dossier du mois : Afsca... ou pas !

AFSCA ça va pas !

Il y a plusieurs manières de concevoir la sécurité alimentaire. La première manière serait de s'assurer qu'il y ait pour chacun à manger en suffisance, et que la nourriture soit saine, c'est-à-dire bonne pour la santé, sans produits toxiques, et accessoirement avec un moindre risque d'intoxication alimentaire. Une autre manière est de se focaliser sur ce risque d'intoxication alimentaire et de tenter à tout prix de l'éviter. C'est malheureusement ainsi que fonctionne l'AFSCA quand elle ordonne la destruction de centaines de tartes à Ellezelles.

Grosses multinationales, petits artisans

L'AFSCA a été créé pour faire face aux dérives de la vache folle et de la dioxine. L'intention est louable : il fallait en effet prendre des mesures vigoureuses contre l'industrie agro-alimentaire qui se permettait de vendre des aliments frelatés. Mais on peut se demander, au vu notamment de l'affaire de la destruction des tartes à Ellezelles, si l'AFSCA dans les faits ne favorise pas, au contraire, l'agro-industrie capable de mettre en œuvre des investissements très importants pour se mettre en règle, au contraire des petits artisans, parfois contraints de fermer boutique parce qu'ils ne le peuvent pas. Mais il y a, entend-on rétorquer, des exagérations aussi chez les petits artisans ! Comment donc empêcher cela ? Les objecteurs de croissance pensent aussi que les

produits artisanaux sont plus sains que les produits de l'agro-industrie, pourtant considérés comme « sûrs » par l'AFSCA. Comment dès lors mener une action qui leur soit favorable tout en évitant les abus ?

C'est quoi, la sécurité alimentaire ?

Il faut prendre conscience qu'un pan entier de l'activité de l'AFSCA est indispensable : veiller à ce que la nourriture ne soit pas contaminée chimiquement par des produits qui n'ont pas à s'y trouver. Ainsi, l'AFSCA oblige la traçabilité des aliments. Si cette obligation a beaucoup de sens lorsque vous achetez une lasagne contenant du cheval roumain et qui s'est transformé en bœuf entre-temps, elle a beaucoup moins de sens lorsque vous achetez la lasagne du fermier du coin et que vous passez chaque jour devant les vaches qu'il élève en constatant nettement que ce ne sont pas des chevaux. La relocalisation de l'alimentation est la meilleure des sécurités à ce niveau !

L'autre partie de l'activité de l'AFSCA consiste à éviter les intoxications microbiennes. Bien entendu, personne n'aimerait ingérer de la toxine botulique, l'un des poisons les plus toxiques qui existent. Cependant, on peut se poser la question de savoir si les méthodes de l'AFSCA sont les plus adéquates. A nouveau, elles ont du sens dans des processus de fabrication où la chaîne du froid ne doit pas être rompue, où les aliments sont lourdement transformés et voyagent beaucoup. Mais au niveau d'un artisanat, dans lequel chacun peut savoir ce qu'il en est au niveau de la fabrication ?

Je suis frappée aussi de la manière dont les gens envisagent la sécurité alimentaire. Par exemple, nombre de personnes se fient exclusivement à la date de péremption et sont tout perdus lorsqu'il n'y en a pas : combien de temps, par exemple, consommer une conserve maison ? Toute trace de moisissure sur une confiture doit-elle conduire le pot à la poubelle ? Toutes choses que savaient pourtant nos grand-mères. La sécurité alimentaire, c'est aussi une question de bon sens : le goût est-il normal ? l'aspect de l'aliment a-t-il changé ? A quoi sert-il de mettre une date de péremption plus ou moins arbitraire sur une conserve, alors que la plus simple des précautions serait de ne pas la manger si elle est gonflée (présence de toxine botulique, encore constatée dans une

conserve non périmée parfaitement industrielle dans ma propre cave) ?

Le danger de la dérive sécuritaire

En matière d'intoxication alimentaire, le risque zéro n'existe pas. Tendre vers ce risque zéro ne pourra que favoriser la grosse industrie au détriment des petits producteurs. Plus fondamentalement, cette nourriture aseptisée, sans risque, ne fait que perdurer le mythe que nous pouvons rester jeunes, ne jamais tomber malades et ne jamais mourir ; avec pour corolaire que si nous tombons malades ou nous mourrons, c'est forcément de la faute de quelqu'un ou de la nôtre. C'est sur cette manière de concevoir le risque et la sécurité que nous devons réfléchir. A réclamer une nourriture sans risque, nous interdisons la commercialisation des semences anciennes, nous tuons le petit producteur incapable de se mettre aux normes... et nous provoquons des scandales alimentaires de grande envergure. Car soyons clairs : si des concombres d'une AMAP sont contaminés avec des E.coli, il est bien plus facile de prévenir tous les consommateurs potentiels et de soigner les malades que si cet E.coli se retrouve sur des concombres industriels exportés dans toute l'Europe. Pourtant, soyons clairs, aussi forte que soit la vigilance d'un organisme comme l'AFSCA, il restera toujours bien une bactérie quelque part... La recherche du risque zéro s'avèrera liberticide et contre-productive.

Nous qui défendons une reprise en main de nos existences et de nos modes d'alimentation, nous qui souhaitons revenir à une production locale et à des initiatives conviviales, nous qui préparons des repas communautaires, nous qui défendons l'autonomie, prenons garde à ce qu'un règlement ne vienne mettre en péril tous les efforts que nous faisons pour mettre au point des alternatives au système !

Quel AFSCA pour demain ?

Dire que nous estimons que l'AFSCA commet des dérives, cela ne signifie pas pour autant qu'il ne faut plus d'AFSCA. Les missions pourraient en être redéfinies, et les règles à appliquer pour les petits artisans pourraient être différentes. Je ne peux à cet égard que vous renseigner cette brochure produite par le MAP et la FUGEA, avec le soutien des Amis de la Terre :

http://www.amisdela terre.be/IMG/pdf/stl_07_p18-19_afsca_x.pdf

Argumentaire en faveur de l'Afsca

Dans le cadre du dossier du mois, on a demandé à votre serviteur d'apporter une voix pro-AFSCA en opposition avec d'autres textes reçus, plutôt défavorables à l'AFSCA. Précisons d'emblée que ma position personnelle n'est pas farouchement à tout crin en faveur de l'AFSCA. Je ne relayerai pour autant que des arguments pro dans ce texte. Ma position est toutefois au milieu du gué, étant favorable à un organisme de type AFSCA mais réalisant un travail respectueux en évitant certaines dérives entendues ci et là.

Au départ, l'affaire d'Ellezelles

Le message qui a lancé la polémique au sujet de l'AFSCA ces derniers mois, relayait une destruction de tartes artisanales dans le village d'Ellezelles. Personnellement, cette affaire m'a été relayée par deux sources. D'une part, j'ai reçu un mail d'un groupe d'individu ayant subi la destruction de tartes demandant de relayer l'affaire au sein de nos milieux militants¹. Ces personnes, bien que a priori, plutôt sympathiques, me sont inconnues, directement ou indirectement. D'autre part, j'ai reçu le témoignage indirect, relayé par une personne en qui j'ai confiance, qui connaît personnellement un membre de l'AFSCA proche du dossier. La proximité des sources me fait pencher légèrement du côté de l'AFSCA.

Après ces considérations de sources, décodons les messages se trouvant derrière ces deux témoignages. Si le fait incriminé, à savoir les destructions de tartes, n'est contesté par personnes, les arguments apportés par l'une et l'autre partie sont à regarder de plus près. Ainsi, les arguments avancés par les producteurs de tartes sont des arguments sentimentaux et affectifs (extrait : « [...] Nous avons vu des hommes de soixante ans pleurer.[...]) A l'opposé, la source proche de l'AFSCA mentionnait des éléments tangibles, comme par exemple, le fait qu'il n'existait même pas un moyen de se laver les mains sur le lieu de préparation. Lorsque mes enfants préparent le repas, je les oblige à

¹ Source, entre autre, http://www.lavenir.net/article/detail.aspx?articleid=DMF20130702_00331479, vu le 2/10/2013

le faire sur la table propre de ma cuisine et pas dans le garage.

Un argument également apporté par les fabricants était que les tartes n'ont pas été analysées avant destruction. Ici, je reproche à ceux qui présentent cet argument de ne pas connaître les méthodes d'analyse. Un appareil muni d'un laser qui scannerait la nourriture et qui, instantanément confirmerait la bonne qualité du produit n'existe pas ! Réfléchissez, lorsque vous faites une analyse médicale, il faut toujours quelques jours dans un laboratoire. Les enquêteurs de l'AFSCA ne peuvent analyser la situation que par des aspects extérieurs. Et la fabrication de tarte dans une annexe de ferme qui sert habituellement d'entrepôt pour un vieux carrosse (dixit les producteurs) n'est pas un élément visible qui me permet de trouver un argument pour les producteurs de tarte.

Autre argument transmis par les fabricants : « les clients sont invités à venir assister à la fabrication, en toute transparence ». Et, plus loin, « Le goût est d'autant plus amer qu'il s'agirait d'un contrôle « sur dénonciation ». Du côté de l'AFSCA, on nous confirme effectivement que les inspecteurs se sont déplacés parce qu'ils ont été contactés. Mais derrière des mots que je trouve très durs (par exemple « dénonciation »), on peut imaginer simplement un citoyen extérieur qui a vu la préparation des tartes dans des conditions totalement anti-hygiénistes, et qui s'est dit que son rôle était de prévenir l'AFSCA, de la même manière qu'un citoyen qui verrait une taque d'égout cassée rue et qui préviendrait les autorités communales du danger.

Nous sommes loin de descentes systématiques de l'AFSCA dans toutes les fancy-fair d'école ou dans les fêtes des voisins. Bien entendu, l'AFSCA a les droits de le faire. Mais dans les organismes non-professionnels, l'AFSCA ne vient que lorsqu'on l'avertit d'exagération. (Et, entre parenthèses, qui dit « organismes non-professionnels » ne dit pas « tartes offertes ». Les tartes étaient vendues. Nous n'étions pas dans un grand don, il y avait un aspect commercial.)

Et l'AFSCA, un organisme de l'état, pourquoi ?

Le premier argument qui me vient est que l'AFSCA me permet d'afficher une relative confiance sur les produits alimentaires, en particulier sur les produits de petits producteurs que je ne connais pas. Ainsi, lorsque je vais en vacances en France, je fais volontiers mes courses au marché auprès de petits producteurs locaux car je sais qu'ils sont soumis à une réglementation sur les produits alimentaires. A l'opposé, si je passais mes vacances au Gabon, en Inde ou autre pays exotique, je serais plus réticent à prendre un produit sur les marchés locaux et, comme c'est souvent indiqué dans les conseils aux voyageurs lointains, je prendrais des produits garantis, par exemple, de l'eau en bouteilles fermées. La différence se trouve non pas dans le producteur en lui-même, inconnu dans les deux cas, mais bien dans le pays dans lequel ce producteur travaille, et donc dans des organismes d'état comme l'AFSCA.

En outre, on reproche souvent à l'AFSCA de s'attaquer au faible. Pourtant, les contrôles sur les grandes entreprises sont beaucoup plus nombreux et plus sévères que les contrôles chez les artisans.

Enfin, en cas d'épidémie alimentaire grave, le citoyen lambda accuserait très rapidement l'état « de ne rien faire » et l'état se devrait d'agir dans l'urgence, similairement à l'époque de la grippe aviaire, où les pouvoirs publics avaient acheté inutilement des tonnes de vaccins. Dans ce cas, il convient d'avoir un organisme d'état qui agirait préventivement, de la même manière qu'il faut mieux construire des égouts pour combattre les maladies que de distribuer des médicaments lorsque la maladie est là.

Préfère-t-on un monde libéral ?

Le libéralisme est une doctrine de philosophie politique qui affirme la liberté comme principe politique suprême ainsi que son corollaire de responsabilité individuelle, et revendique la limitation du pouvoir du souverain.²

Dans un monde libéral, on prônerait l'absence de contrôle de l'état et une liberté de l'individu (et de sa responsabilité). Ainsi, sans AFSCA (organisme d'état),

² Source <http://fr.wikipedia.org/wiki/Lib%C3%A9ralisme> vu le 2/10/2013

chaque individu ferait son choix parmi tous des produits proposés et serait totalement responsables de ses choix. Le producteur devrait prouver la qualité de ses produits s'il veut vendre. Et le consommateur devrait se débrouiller avec les informations qu'il dispose pour dissocier le producteur respectant les règles d'hygiène de base des producteurs qui ne le feraient pas.

Hé bien, je ne suis pas libéral pur. Je suis favorable à un contrôle de l'état. Je suis favorable à ce que l'état, via des mandataires élus, ait comme mission de protéger ses citoyens les plus faibles. Et donc, l'AFSCA a sa place dans ces mesures de protection. L'AFSCA protège autant le consommateur qui a confiance, que le petit producteur, en qui le consommateur a confiance, qui n'a pas les moyens financiers (publicité, lobbying) de prouver que ses produits sont conformes.

Pour conclure...

On reproche que l'AFSCA est un organisme d'état aveugle qui frappe unilatéralement, sans discernement. Il faut préciser que l'AFSCA agit selon les lois en vigueur en Belgique. Il faut également noter que l'AFSCA bénéficie d'un comité consultatif³, composé tant de membres d'organisme d'état que de membre de la société civile. Ce comité peut orienter les stratégies de l'AFSCA, dans les limites des lois en vigueur.

Bref si on n'est pas satisfait de l'AFSCA, il s'agit, comme nous le disons souvent, d'agir au niveau politique, soit via le comité consultatif, soit dans un investissement directement politique pour faire changer les lois qui régissent l'AFSCA. A contrario, il s'agit de ne pas rester à une protestation de principe, teintée d'arguments sentimentaux et affectifs

François Lapy

Un dossier de référence

Actions

³ Voir site de l'AFSCA, <http://www.AFSCA.be/comiteconsultatif/membres/>, vu le 2/10/2013

Conférence de Paul Ariès et Christian Suinte 8 novembre 2013 : Construire une société du Bien-Vivre

Conférence du cycle "Une société du bien-vivre. Sortir de la tyrannie de l'économie"

A Louvain-la-Neuve, la Plateforme Développement durable, l'AGL et la MDD ont rejoint le Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC) et les Amis de la Terre - Belgique pour organiser la rencontre

« **Construire une société du Bien-Vivre** »,

qui se tiendra aux auditoires Montesquieu le **vendredi 8 novembre 2013**, de 19 h 30 à 22 h, avec la participation de **Paul Ariès** et **Christian Suinte**.

De plus en plus d'observateurs s'accordent pour dire que l'humanité est à la croisée des chemins. Elle est aujourd'hui confrontée à une multiplication de désastres sociaux, environnementaux et moraux d'une ampleur telle que sa survie même est en danger. Dans ce contexte mondial extrêmement sombre, des voix s'élèvent pour montrer que d'autres routes sont non seulement possibles mais encore heureuses.

Paul Ariès et Christian Suinte sont deux explorateurs infatigables de ces nouveaux chemins gourmands et gouteux que nous pourrions suivre. Chacun à sa manière, l'un à partir des concepts, l'autre à partir de la réalité concrète, ils nous invitent à sortir des voies conventionnelles et ouvrent des perspectives.

A la demande des étudiants, trois questions traverseront les débats :

1. Quelle place pour les institutions politiques dans un monde décroissant ?
2. Liberté et autonomie : deux concepts qui se complètent ou qui s'opposent dans une société du Bien-Vivre ?
3. Quelles stratégies mettre en place pour construire une société du Bien-Vivre ?

Une large place sera laissée à une discussion avec la salle. Bernard Legros, secrétaire général du mpOC et Jules Piraux, étudiant membre de la Plateforme

Développement durable y veilleront après une entrée en matière d'Ezio Gandin pour les Amis de la Terre, et de Marie-Eve Tries pour le mpOC.

Cette rencontre constitue le deuxième événement du cycle « Une société du Bien-Vivre. Pour sortir de la tyrannie de l'économie ! »

PAF libre (conseillée : 5 à 6 euros pour rentrer dans nos frais).

Inscription souhaitée via :

inscriptions@objecteursdecroissance.be

Pour en savoir plus :

- ▶ Michèle Gilkinet : 071-87.67.79
- ▶ Le secrétariat des Amis de la Terre – Belgique : 081-39.06.39 (jours ouvrables en matinée)
- ▶ Ezio Gandin : 04-388.21.49 (en soirée)

Un cycle d'événements sur la société du bien-vivre (pour sortir de la tyrannie de l'économie)

Le mpOC et les Amis de la Terre coorganisent un cycle d'événements intitulé "Une société du Bien Vivre. Pour sortir de la tyrannie de l'économie !"

Le premier rendez-vous, ce dimanche 13 octobre, fut une réussite. Ecosocialisme (Pierre Eyben), Convivialisme (Michel Weber) et Décroissance (Bernard Legros) ont pu non seulement être mis en débat mais encore susciter des réflexions conjointes pertinentes. Nous avons réalisé un enregistrement de cette rencontre. Nous tacherons de le rendre accessible via notre site.

Notre prochaine rencontre aura lieu le 8 novembre à Louvain-la-Neuve à 19 h 30, dans les auditoriums Montesquieu. Paul Ariès et Christian Sunt viendront nous parler de l'économie du bien vivre. La rencontre est coorganisée par les Amis de la Terre, le mpOC, l'AGL, la Plateforme DD et la Maison du Développement Durable. Inscription souhaitée : inscriptions@objecteursdecroissance.be

Le 27 février, Serge Latouche parlera à Liège.

Le 27 avril, nous aurons des tables rondes autour des thèmes du bien commun, du travail et du revenu à Bruxelles.

Le 29 juin aura lieu dans un lieu à déterminer un festival des initiatives citoyennes.

Nous espérons vivement vous rencontrer à l'une de nos activités !

Des vidéos pour expliquer la décroissance

Bonne nouvelle ! La vidéo expliquant la décroissance est terminée. Nous vous convions à venir la voir lors de notre Assemblée générale, le 17 novembre !

Lettre ouverte à la plate-forme liégeoise contre le TSCG

Suite à votre soirée du 25 septembre, le groupe local de Liège du mpOC (Mouvement politique des objecteurs de croissance), réuni ce jour, a décidé à l'unanimité des membres présents de vous adresser cette lettre ouverte.

Le mpOC-Liège est opposé au TSCG, tout comme notre mouvement qui, le 23 octobre 2012, avait adressé aux parlementaires une lettre ouverte en ce sens (voir www.objecteursdecroissance.be). Il soutient vos efforts d'information, mais constate que les élus qui ont déjà voté le TSCG n'ont tenu aucun compte des avertissements citoyens et que les moyens d'action que propose votre plate-forme sont inefficaces pour atteindre ce qui est pourtant l'objectif déclaré sur vos tracts : forcer un vote négatif au parlement wallon.

Mobiliser les gens pour une défaite annoncée ne fera que les dégoûter un peu plus de s'impliquer dans la chose publique. Il est temps de mettre devant leurs responsabilités les vrais géniteurs de ces politiques d'austérité : les élus qui les cautionnent, par ignorance et/ou par lâcheté devant leur discipline de parti. Puisqu'il faut bien constater que ces élus font passer leur intérêt carriériste avant les citoyens qu'ils sont censés représenter, nous vous demandons de faire pression là où ça fait mal, en adoptant la

proposition suivante : que chaque association ou syndicat membre -ou souhaitant devenir membre- de votre plate-forme s'engage publiquement à demander à tous ses membres de ne voter, aux élections de 2014, pour aucun(e) des parlementaires qui auront voté pour le TSCG. Que cette demande soit rappelée régulièrement et avec force, accompagnée de la liste de ces parlementaires, jusqu'au jour des élections. Il y a suffisamment de listes alternatives ou d'autres candidats sur les listes de ces parlementaires pour que cette demande soit recevable par n'importe quel membre. Et si son seul effet était de briser la carrière politique d'élus "presse-bouton" qui ont oublié qu'ils nous doivent des comptes, ce serait déjà faire oeuvre de salubrité publique.

Si votre plate-forme adopte cette proposition, nous vous rejoindrons avec détermination.

mpOC, groupe de Liège (www.liege.mpOC.be)

3 leviers pour contrer les crimes écologiques

Beaucoup d'entre nous sont indignés par la manière dont nos économies de plus en plus mondialisées s'empêchent dans une voie non seulement sans issue, mais encore bel et bien écocidaire et socialement suicidaire. Dans le même temps, beaucoup d'entre nous se sentent démunis pour contrer ce chemin mortifère. Pourtant, des dynamiques se mettent en place et nous avons tout à gagner à les soutenir.

C'est pourquoi le mpOC a décidé d'apporter sa contribution aux trois leviers suivants et vous invite à faire de même.

1. Crimes contre le climat, soutien financier au CEO.

Le CEO, Corporate Europe Observatory, est actuellement à la recherche d'un montant de 2 000 euros pour terminer un document dans lequel il veut montrer comment certains des pires criminels du climat façonnent les politiques et les positions du gouvernement polonais et de l'ONU. Il s'agit d'un guide sur le lobbying en action dans les négociations sur le climat que le CEO souhaite diffuser à Varsovie pour construire la voix de la société civile avec des militantes et militants. 2000 euros, autant dire un montant rapidement accessible si nous nous y mettons. [Pour en savoir plus](#)

2. L'Europe doit reconnaître le crime d'Ecocide afin de protéger notre futur.

Une initiative citoyenne européenne a été lancée dans ce but. Soutenons-là. Pour rappel, une initiative citoyenne européenne (ICE) est un outil de démocratie directe permettant aux citoyens de l'UE de proposer l'examen d'une directive. Si au moins 1 million de citoyens européens issus de 7 pays différents la soutiennent, la directive sera discutée au niveau européen. 1 million de signatures dans 7 pays différents, c'est énorme mais accessible si nous faisons jouer nos réseaux. [Pour participer](#)

3. Agir pour la liberté des semences.

Nous sommes depuis le deux octobre entrés dans la quinzaine d'action pour la liberté des semences qui se tient un peu partout dans le monde, notamment à [l'initiative de Vandana Shiva](#). Chacun peut y participer, notamment en étant présent à Bruxelles pour la [manifestation contre Monsanto et l'agro-business ce samedi](#), en [initiant ou participant à une action](#) et en signant la [Déclaration pour les Semences Libres](#). Ce combat est essentiel pour la liberté des hommes et des femmes partout sur la planète. On ne peut impunément confisquer le droit à se nourrir et à nourrir les autres.

Le Mouvement politique des objecteurs de croissance poursuit donc son chemin en relation avec les initiatives pertinentes de par le monde. Lui-même est organisateur ou coorganisateur de différentes choses et notamment d'un [cycle sur la société du Bien-Vivre](#) qui démarre ce dimanche à 13 h à Mundo N (98 rue Nanon à Namur) avec [Comment penser et construire un avenir solidaire ?](#).

N'hésitez pas à nous rejoindre et à nous suggérer des actions.

Pour le mpOC, les *secrétaires généraux*

OGM en pleine terre : Vous aussi interrogez Madame Onkelinx, Madame Laruelle et Monsieur Wathelet

LETTRE OUVERTE à Madame la ministre Laurette Onkelinx (Ministre fédérale de la Santé), à Madame la ministre Sabine Laruelle (Ministre fédérale de

l'Agriculture) et Monsieur le Secrétaire d'Etat Melchior Wathelet (Secrétaire d'Etat à l'Environnement)

Objet : « autorisation OGM en plein air : dysfonctionnement du conseil de biosécurité. »

Mesdames, Monsieur,

Les faits qu'on me rapporte sont extrêmement graves. Je vous demande de faire toute la clarté à leur égard et de rejeter la demande d'autorisation s'ils étaient confirmés. Comme citoyen je ne peux me satisfaire d'un Conseil de Bioéthique aussi défaillant pour une problématique aussi grave que la culture d'OGM en plein champ.

D'après ce qui me revient

Le 2 octobre, le Conseil de Biosécurité vous a rendu un avis positif conditionnel sur la base de trois voix contre deux. Les autres membres du conseil se sont abstenus de voter. Il n'y a pas eu de réunion pour discuter des opinions. 5 membres sur 12 seulement se sont donc exprimés sur le dossier. 7 ont refusé de s'exprimer. Aucune réponse n'a été apportée aux nombreuses questions présentes dans le dossier.

Si ces faits sont avérés, il y a tout lieu de rejeter purement et simplement l'avis ainsi émis et d'exiger de recommencer totalement la procédure d'autant que plusieurs violations des règles de procédure apparaissent quand on étudie la manière dont le Conseil de bioéthique a fonctionné.

Aucune réunion n'a été organisée au sujet de l'expérimentation. Les experts en ont pourtant le droit conformément à l'Article 7. Bien que le consensus n'ait pas été atteint, aucun nouveau vote n'a eu lieu, ce qui est pourtant exigé en vertu de l'Article 13.

Le quorum des 2/3 de présence au sein des experts n'était pas atteint (Cfr. Article 10).

Le Conseil de Biosécurité est le principal organe que les citoyens possèdent pour se préserver des risques quant à l'introduction délibérée d'OGM dans l'environnement. Le moins que l'on puisse attendre de lui est qu'il respecte les règles de procédure lors des prises de décision et que toute la clarté soit faite à ce propos. Ce n'est pas le cas semble-t-il ici ce qui

jette un doute sur toute la procédure voire sur le Conseil lui-même.

Déjà le Conseil ne se prononce que sur une partie des faits à prendre en compte pour les questions génétiques (santé et environnement) alors que d'autres problématiques toutes aussi importantes sont en jeu comme la question de l'appropriation du vivant. La moindre des choses dès lors serait que nous puissions avoir au minimum confiance dans la pertinence de son analyse. Ceci, vous l'admettez, est particulièrement difficile au vu des faits qui me sont rapportés.

Je vous demande donc de faire toute la lumière à ce sujet et de mettre tout en œuvre pour assurer l'existence d'un Conseil fonctionnel, réellement éclairé et à même de répondre aux questions légitimes des citoyens et des experts sur le sujet pour lequel son avis est demandé

En vous remerciant pour votre attention et dans l'attente de votre réponse, je tiens à vous assurer de ma vigilance citoyenne.

Envoyer à :

info@laruelle.fgov.be

info@laurette-onkelinx.be

info@wathelet.fed.be

Communiqué de soutien aux Afghans contre les violences policières

Le communiqué

Nous avons appris avec indignation l'arrestation dans la plus grande violence de 170 Afghans, manifestant mardi après-midi devant le parlement fédéral. Leur avocate, Selma Benkhalifa a aussi été arrêtée.

Nous sommes extrêmement inquiets de la tournure prise par les événements durant ces derniers jours : expulsions à répétition de familles avec jeunes enfants, confiscation de matériel de photographes, arrestation d'une avocate, tout cela nous rappelle les heures les plus sombres de notre histoire nationale.

C'est pourquoi les signataires demandent instamment aux autorités belges que la lumière soit faite sur ces arrestations arbitraires. Nous demandons qu'une

enquête impartiale soit menée concernant les arrestations et les violences y afférent, et que les responsables soient portés devant des tribunaux reconnus comme équitables selon les normes internationales.

Nous demandons qu'entre-temps, toute procédure d'expulsion du territoire soit suspendue pour permettre à toutes les personnes présentes de témoigner. Nous demandons que les personnes soient dignement logées en insistant sur le fait qu'il y a des enfants.

L'Europe est le berceau des Droits de l'Homme. Nous, citoyens, resterons vigilants pour que l'Europe ne devienne pas leur lit de mort.

Signataires :

Mouvement politique des objecteurs de croissance
Occupy Bruxelles Occupy Belgique Fédération des
Résistances Coopérative VEGA Dégustations de Bon
Sens Bruxelles Tche Riposte Ministerie van Agitatie
SOS Migrants MG Bruxelles Occupy Charleroi Occupy
Liège Fondation Stacy Rifondazione comunista Occupy
Namur Dégustation de bon sens Namur Indignés
Belgique Luxembourg

Des citoyens vigilants : Emilie Patier, Catherine
Godart, Marie-Eve Tries, Pierre Orban, Marianne
Lambert, Laure Voisin de Saint Gilles, Philippe
Spriesterbach, Marie Bréda, Caroline Huens, Oriane
Martin, Van Wayenbergh Véronique, Marc Winant,
Patrizia Pace, Benoît Deschoolmeester, Paulette
Keutgen, Didier van Innis, Peter Terryn, Victor Raul
Gamarra, Kristin Smolders, Rzoska Lavrans, Jo Kreten,
Jacques Chevalier, Geneviève Collet, Bart Richart,
Serge Noël - Raymond Kestemont, Sirjacobs Raphael,
Béatrice Dupont, Pierre Lefer, Jan Roeder, française
portugaels, Shalini Laurent, Greta Alegre, Bob
Badawy, Valentine Julien, Laurence David, Dominique
Rodriguez, Cristina Gay, Diane Broman, Sophie
Mincke, Nadine Thonon, Noelle Dauby, Bénédicte
Wullus, Johan Lismont, Viviane Rousseau, Yasmina
Dethioux, Evolene Louis, Barbara Van Dyck, Frans
Vandenbussche, Wim Smit, Luc Brusselaers, Michèle
Vanden Eynden, Jacquesivan, Esmail Khavari, Ken
Bertels, Marie Demarcin, Olivier Noterman, Mourad
Samy, Jan Defever, Martine Pottier, Elisabeth Van de
Poel, Mignolet Kristin, Elke Broothaers, Parastu Yosof

La réponse du premier ministre

Nous avons reçu une réponse à notre communiqué cosigné par 17 associations. Nous vous laissons juges de son contenu et la citons intégralement.

Chère Madame,

Cher Monsieur,

Votre message de soutien aux demandeurs d'asile afghans a retenu toute mon attention. Sachez que j'apprécie la solidarité dont vous faites preuve.

J'ai pu, comme beaucoup, voir les photos de la dispersion de la manifestation qui ont été publiées. J'ai entretemps pris connaissance des explications fournies par le responsable de la zone de police. Une enquête sera menée et il va de soi que s'il y a eu un usage excessif de la force, il faudra déterminer les responsabilités et prendre les mesures qui s'imposent. Mais à ce stade, il faut laisser aux instances compétentes le soin de mener à bien leur enquête.

Quant au problème du statut des demandeurs d'asile afghans déboutés, Madame Maggie De Block, Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, est comme vous le savez chargée de ce dossier délicat. Elle a reçu une délégation du collectif des Afghans le jeudi 3 octobre. Une délégation a également été reçue le vendredi 4 octobre par un de mes collaborateurs, en présence du Chef de cabinet de Madame De Block. Il leur a été rappelé à cette occasion que le Gouvernement privilégie un examen au cas par cas des demandes et veut s'en tenir au strict respect des procédures prévues par la loi.

La Belgique est très attachée au droit d'asile. Si des personnes craignent avec raison une persécution ou risquent des traitements inhumains dans leur pays, elles ont droit à une protection et ne peuvent être renvoyées dans ce pays. L'examen de ces demandes est confié à une instance spécialisée indépendante, le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides. En cas de décision de refus, un recours est possible devant une juridiction administrative. Enfin, un pourvoi en cassation au Conseil d'Etat peut encore être formé contre les arrêts de cette juridiction.

Il est également possible à des demandeurs d'asile d'introduire une nouvelle demande si un élément nouveau survient, comme par exemple la dégradation de la situation dans leur pays. Lors de la rencontre

avec le collectif des Afghans à mon cabinet, cette piste leur a d'ailleurs été suggérée.

La loi a donc prévu une procédure qui garantit aux demandeurs d'asile le droit de faire valoir leurs arguments et, s'ils le souhaitent, de contester devant un tribunal indépendant et impartial les décisions qui les concernent.

Je ne peux qu'inviter chacun à respecter les procédures prévues par la loi et à faire confiance aux instances compétentes.

Bien cordialement,

Elio Di Rupo

Friperie et solidarité avec les Afghans

Une friperie aura lieu le 11 novembre à 14 h au local communautaire du Buston, place de l'Aubépine à Limelette.

A cette occasion, chacun amène les vêtements en bon état qu'il ne porte plus ainsi que du linge de maison, du matériel de puériculture et des jouets. Chacun repart avec ce dont il a besoin.

Nous signalons que cette fois, nous ferons une récolte de biens de première nécessité pour les Afghans qui tentent tant bien que mal de survivre à Bruxelles. Une caisse sera mise à disposition pour les dons, et les vêtements dont ils ont besoin seront mis de côté pour eux en première intention.

Revenu de base, Dotation inconditionnelle d'autonomie et autres Allocations universelles, c'est quoi, c'est pour qui ?

Débat sans conférence lundi 18 novembre à 20 h à la Maison du Développement durable 2 place Agora à LLN

Lors du débat sans conférence organisé le 21 octobre dernier par le groupe local d'OLLN du mpOC avec la participation de Pirates du Brabant wallon sur le thème "Le Développement durable, c'est quoi, c'est pour qui ?", les participants ont décidé d'entamer un nouveau débat convivial sur la question :

Revenu de base, Dotation inconditionnelle d'autonomie et autres Allocations universelles, c'est quoi, c'est pour qui ?

le lundi 18 novembre à 20 h à la Maison du Développement durable 2 place Agora à LLN

On espère la participation du groupe local du Revenu de base - Basic income et de personnes qui ont assisté à la conférence de Philippe Van Parijs sur l'Allocation universelle le 8 octobre dernier à LLN.

Au plaisir de débattre amicalement avec vous,

Jean Pierre

Comment le Capitalisme crée l'Assistanat

Ah, l'image du chômeur-profiteur qui possède 4 tablettes et 5 écrans plats ! Cette image a malheureusement la vie dure. Elle prospère au sein des travailleurs, frustrés de s'épuiser à la tâche pour à peine plus que le voisin qui « profite » du système et qui vit – croient-ils- devant sa télévision.

Elle prospère même au sein des mouvements syndicaux, qui s'attachent à dire que non, leurs chômeurs sont de bons chômeurs qui cherchent vraiment du travail, comme s'il existait de mauvais chômeurs, qui eux, ne feraient absolument rien. Inutile d'ajouter à cela le plaidoyer du chômeur qui cherche, l'offre d'emploi convoitée par 50 personnes, etc. Intéressons-nous plutôt à ces personnes inutiles, ces surnuméraires qualifiés de parasites.

Le terme « assistanat » est une manière négative de désigner le système redistributif de la sécurité sociale, le plus souvent utilisé par des personnalités politiques de droite. La gauche, en effet, refuse de faire une distinction entre « bons » et « mauvais pauvres » et affirme qu'il faut que chacun dispose de quoi vivre. Pourtant, mener une politique de redistribution n'empêche en rien de s'interroger sur l'origine de cette impossibilité que rencontrent un certain nombre de personnes de s'insérer sur le « marché de l'emploi ».

Il n'y a en effet aucun chômage dans les sociétés autosuffisantes. Au contraire, il y a des moments où l'on a besoin de tous les bras, et d'autres moments, ritualisés, où l'on fait la fête ensemble. De manière générale, les sociétés rurales, disposant de terres communes (les fameux « commons » en Angleterre), peu hiérarchisées, connaissent une relative prospérité. On peut remarquer que chacun porte attention au bien commun et agit peu en fonction de son seul intérêt. Les problèmes de chômage commencent en Egypte et en Grèce pour former une véritable crise à Rome lorsque des paysans spoliés de leur terre se retrouvent en ville et sans travail. C'est l'accumulation de la richesse agricole par quelques-uns qui conduit à créer cette classe de romains assistés qui réclament du pain et des jeux pour maintenir un semblant d'ordre. Lorsque Proudhon déclare « La propriété, c'est le vol », ce n'est pas une figure de style gratuite, c'est une réalité historique : on constate une appropriation progressive des terres communes par quelques-uns. La révolution industrielle viendra, qui installera le capitalisme, à savoir la propriété privée des moyens de production. Cette propriété privée ne pose pas de problème lorsque chaque paysan possède sa terre, lorsque chaque artisan possède son outil. Elle devient beaucoup plus préoccupante lorsque l'outil de travail de l'ouvrier est possédé par une autre personne, surtout lorsque la concentration d'outils dans les mains d'une seule personne prend des proportions internationales, lorsque les personnes travaillent dans des lieux sans pouvoir à la merci de pouvoirs sans lieux. Les ouvriers licenciés récemment chez Arcelor Mittal le vivent malheureusement dans leur chair.

Il est erroné de penser qu'un grand nombre de gens pourraient se satisfaire de vivoter seuls plus ou moins bien devant leur télévision en mangeant des chips. Les études sociologiques, et notamment la bien connue pyramide de Maslow, démontrent que le besoin d'appartenance et de reconnaissance est un besoin fondamental. Pas un besoin vital, certes, mais fondamental. Ces personnes ne peuvent donc que mal vivre cet état d'« assisté social » et la honte y affèrent. Car en effet, bien souvent, les personnes qui bénéficient d'allocations sociales sont très isolées, et rencontrent peu d'occasion d'être utiles en dehors d'un emploi rémunéré. Toute activité valorisante est suspendue à cette nécessité de retrouver un emploi

au plus vite, et lorsque l'emploi n'arrive pas, la personne se décourage et se démobilise.

Avoir un emploi n'est pourtant pas, loin s'en faut, la seule manière d'être utile dans une société. On constate même qu'une grande partie des tâches utiles est effectuée bénévolement. Cependant, l'impératif capitaliste du profit toujours plus grand et donc de la croissance économique considère comme valorisante toute activité qui crée du PIB et comme non valorisante toute activité qui n'en crée pas. Avec parfois des aberrations, car celui qui fabrique des armes sera considéré comme une personne utile alors que l'autre qui est resté au chômage par éthique personnelle sera considéré comme un assisté social ! Dans les années 1950 encore, une bonne partie des produits consommés étaient fabriqués à la maison. On faisait son yaourt, parfois son beurre, on avait un potager, on faisait ses confitures et ses conserves. On avait des poules, parfois des lapins ou des cochons, on cousait des vêtements, des rideaux, et on s'occupait des enfants et des vieux à la maison. On naissait chez soi, on mourait chez soi et on lavait au sens propre son linge sale en famille. Il a fallu persuader les gens progressivement qu'un produit acheté tout fait ou qu'un service payé valait plus que ce qui était fait à la maison : la publicité s'en est très bien chargée. Pour cela, on a glorifié le progrès, on a traité ceux qui en restaient aux bons vieux repas maison de réactionnaires. Maintenant, avec la crise, le progrès s'est envolé, il reste l'impératif de croissance... et le constat que nous sommes tous des assistés. Incapables de soigner une poule, de faire pousser des tomates et complètement handicapés lorsqu'on nous éteint l'électricité. Dans dix ans, quel enfant écrira encore avec un crayon et du papier ?

Si les « assistés sociaux » ont été fabriqués par une mécanique de spoliation, par l'incapacité de trouver des activités valorisantes en dehors de l'emploi rémunéré et par le fait qu'aujourd'hui, on ne subvient plus à ses besoins, on consomme, cela appelle une réaction de type politique. Dans un premier temps, on pourra montrer par l'exemple comment se réapproprier des techniques ancestrales pour retrouver la maîtrise de sa vie et son autonomie. C'est effectivement valorisant de pouvoir subvenir à ses propres besoins. C'est valorisant aussi de s'impliquer dans des activités associatives, et de ne pas rester

avec sa honte dans son coin. La solution politique passe aussi par la mise des mots sur les choses : un chômeur est au chômage à cause d'une situation sociologique bien précise, dans un contexte où les surnuméraires ont été fabriqués et voulus : mieux vaut pour le capitalisme un chômeur qui consomme qu'une personne qui reprend en main la satisfaction de ses propres besoins. Le système a besoin que le chômeur ait honte, et ce alors même que s'il retrouve un emploi, c'est qu'il le prend à quelqu'un d'autre ! Le chômeur ne doit donc pas avoir honte, il a même le droit d'être en colère ! Cela implique enfin de recréer des rapports de forces, de nouvelles luttes sociales, et nous espérons fortement que les syndicats ne lutteront plus tièdement pour conserver les droits acquis pour les « bons chômeurs » mais qu'ils travailleront pour changer complètement le modèle. Car enfin, une société qui fabrique des surnuméraires est une société barbare, et d'autres mondes sont tout de même possibles !

Marie-Eve Lapy-Tries

La crise, l'austérité et l'extrême droite et le nationalisme

(« Chaque fascisme est l'envers d'une révolution ratée. » Walter Benjamin)

« On nous a retiré tous nos droits souverains. Nous sommes juste assez bons pour que le capital international daigne nous laisser payer des intérêts et remplir ses sacs d'or. (...) Trois millions de gens sont dépourvus de travail et de moyens de subsistance. Les responsables officiels, il est vrai, s'emploient à cacher la misère. Ils parlent de nouvelles mesures, et de verres à moitié pleins. Leur situation ne cesse de s'améliorer, quand la nôtre empire. L'illusion de liberté, de paix et de prospérité qu'on nous avait promise, quand nous avons voulu prendre notre destin en main, est partie en fumée. De cette politique irresponsable ne peut résulter que la faillite de notre peuple. »

Der Angriff Joseph Goebbels, 15 juillet 1929

J'ai lu récemment pratiquement le même discours racoleur et électoraliste de Marine Le Pen.

La crise actuelle offre une audience accrue aux discours modernisés et à la phraséologie de l'extrême droite et ces propos, comme on vient de le voir en autres en France (Front National), en Grèce (Aube Dorée) et en Tchéquie (Parti des Travailleurs) mobilisent de plus en plus la classe ouvrière.

Le nationalisme et le repli identitaire (via le sport marchandisé, la monarchie modernisée, (ils ont recours maintenant des experts en com), l'anti-immigration, l'homophobie, l'anti-islamisme, la discrimination...) sont utilisés par les politiciens des partis traditionnels et la complicité des médias pour détourner l'attention de la situation politique, sociale et économique réelle c'est-à-dire la précarisation de plus en plus de personnes.

Après le drame du jeune Afghan expulsé de force et tué dans son pays nous constatons que la politique anti-immigration est devenue un discours dominant en Belgique.

Les partis traditionnels considèrent les immigrés comme des « invités » qui doivent s'adapter à nos valeurs judeo-chrétiennes (comme si celles-ci étaient supérieures à d'autres. Comme si certaines cultures « étaient menaçantes.)

Après avoir condamné le racisme populaire, ils proposent et imposent des valeurs « raisonnablement » racistes. On passe d'une barbarie directe à une barbarie à visage humain.

Bien entendu, les politiques essaient par tous les moyens de nous rassurer. En caricaturant à peine le message du pouvoir est celui-ci : « Tout va bien. Les Diables rouges gagnent et sont le ciment de la Belgique. Le roi et la reine prennent des bains de foule (mais se lavent soigneusement après !) Nous allons avoir une troisième édition de « The Voice. » Vive la culture. Albert a des problèmes mais il faut le comprendre. Il est si gentil.

Oui, il y a 15% de pauvres et de précarisés mais peut-être faut-il se demander si certains ne sont pas responsables de leur pauvreté !!! » Oui, le taux de chômage n'a jamais été aussi élevé au point que les CPAS sont débordés mais...

Soyons vigilants. Ne nous laissons pas bernier par ce discours trompeur.

Comme le dit Henri Goldman « Revendiquons une démocratie inclusive respectueuse de la dignité de tous et de toutes »

Gui Englebert

Communiste et objecteur de croissance

Octobre 2013

A la rencontre de

Cette rubrique a pour fonction de présenter un objet de croissance et son action. Nous sommes ouverts à toutes les suggestions ! D'ores et déjà, nous vous promettons une surprise pour le prochain numéro...

Mieux vaut en rire

Dans cette rubrique, nous vous présenterons des écarts de la société de consommation, des manies de langages de nos politiques, bref, toutes choses dont nous nous disons qu'il vaut mieux en rire qu'en pleurer.

L'objet inutile du mois

Un petit retour de cette rubrique pour vous présenter....

Le **cartable blindé**¹. Cet objet ne peut être qu'indispensable pour nos chers écoliers. Proposé par des entreprises américaines, il est composé d'un panneau de carbone qui permet d'arrêter les balles de fusillades. Il faut bien avouer que les États-Unis est un pays où il est plus facile de censurer tous les « *fu.. you* » et les « *sh...t* » dans les séries télévisées que de faire, ne fut-ce que des limitations dans le commerce des armes. Ce cartable est léger: environ 500 gr et, coquetterie oblige, il peut même être à la mode, décoré par une petite sirène.

Mais, me direz-vous, si au lieu de tirer dans le dos, le meurtrier –fusilleur se trouve en face de votre enfant ? Eh bien, la réponse est simple : acheter deux cartables blindés : un pour porter sur le ventre et un pour porter sur le dos. Et ça fera marcher le commerce.



Figure 1: source: Métro du 30/08/2013

Bref, l'objet à ne pas acheter ce mois, c'est bien ce cartable blindé. De toute façon, la rentrée, c'est passé. (Tout le monde doit quand même comprendre ; l'achat d'un cartable, c'est comme l'achat d'un GSM : pas plus d'un tous les 6 mois.)

François Lapy

1 Source et photo: Le Métro, édition du 30/08/2013
« Mythique cartable »

Langue de bois

J'ai été très étonnée d'entendre sur la RTBF à propos de trois problèmes différents (les réfugiés de Lampedusa, la pauvreté infantile et la fameuse « relance ») **qu'il fallait se mettre autour de la table et poser un geste fort...** gageons que ces problèmes ne seront pas résolus de sitôt !

Marie-Eve Tries

Dans le prochain numéro

Une société du bien vivre

Puisque le mpOC et les Amis de la Terre ont créé un cycle sur la société du bien vivre, il est juste que l'Escargot déchaîné s'y intéresse aussi. Envoyez-nous vos textes pour la fin du mois de Novembre en nous écrivant ce qu'est, pour vous, une société du bien-vivre !

Et bien d'autres choses encore !

Vous retrouverez dans l'Escargot déchaîné du mois prochain des propositions d'actions, l'agenda du mouvement, et divers articles. **Ce journal se veut ouvert : envoyez-nous vos participations, articles, propositions d'actions et de dossiers.**

Rédaction

escargotdechaine@objecteursdecroissance.be

Ont participé à ce numéro

Coordination : Marie-Eve Lapy-Tries, porte-parole

Photo couverture : François Lapy

Rédaction :

- François Lapy (coordinateur du conseil politique)
- Marie-Eve Tries, porte-parole
- Gui Englebert (GL de Liège)
- Joseph Krawczyk (GL de Liège)
- Michèle Gilkinet, GL de LLN
- Jean-Pierre Wilmotte, secrétaire général

Contactez le mouvement

- Rédaction de l'Escargot déchaîné :
escargotdechaine@objecteursdecroissance.be
- Secrétariat : info@objecteursdecroissance.be
- Porte-parole :
presse@objecteursdecroissance.be
- Conseil politique (organe de décision du Mouvement en dehors des AG) :
info.conseil.politique@objecteursdecroissance.be
- Pôle politique (équipe qui rédige les projets de programmes politiques) :
info.pole.politique@objecteursdecroissance.be
- GL de Bruxelles :
info.gl.bruxelles@objecteursdecroissance.be
- GL de Liège :
info.gl.liege@objecteursdecroissance.be
- GL de Namur :
info.gl.namur@objecteursdecroissance.be

- GL d'Ottignies-LLN :
info.gl.lln@objecteursdecroissance.be
- GL Verviers :
info.gl.verviers@objecteursdecroissance.be

Adhérer

Nous ne recevons aucun subside : nous vivons des cotisations de nos membres. Adhérer au MpOC est une manière de soutenir notre action et l'objection de croissance. Nous sommes ouverts à qui le souhaite : n'hésitez pas à venir nous rejoindre et partager vos projets d'actions et vos réflexions avec nous, au sein d'un groupe local, en assemblée générale ou au conseil politique !

Bulletin d'adhésion au Mouvement politique des objecteurs de croissance

à faire parvenir rue du rondia 8, 1348
Louvain-la-Neuve

Je soussigné-e

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....

Code postal:.....

Commune:.....

Informations optionnelles :

Adresse courriel:.....

Tél. fixe:.....

GSM:.....

Membre effectif (je souscris au manifeste et aux statuts)

Membre sympathisant (je souscris au manifeste)

Je m'engage à payer la cotisation annuelle sur le compte du Mouvement politique des objecteurs de croissance, 523-0803113-28. Le montant de la cotisation est de 30 € et de 12 € pour les personnes à faible revenu - en cas de difficulté de paiement, contactez le trésorier: argentier@objecteursdecroissance.be

DATE:.....

SIGNATURE :.....

• **Vie privée** : le Mouvement s'engage à n'utiliser les données personnelles fournies par ses adhérents que pour les besoins exclusifs de sa communication et de ses activités internes.

• **Adresse courriel** : le courriel est notre moyen de communication préféré pour vous contacter à ce jour de la mise en place de notre organisation (convocations aux assemblées générales, lettres d'information...). Si vous n'en avez pas, vous recevrez les convocations et de l'information par voie postale ; merci d'essayer cependant de nous fournir l'adresse courriel d'un-e de vos amis-es.